



**SUJET : ABUS-FRAUDES LORRAINE ASSURANCE MALADIE LIBERAUX  
ADDICTION JUSTICE RECKITT BENCKISER BMS DEONTOLOGIE-ETHIQUE**

**Lorraine: trois médecins interpellés pour un important trafic de Subutex\***

METZ, 14 mars 2013 (APM) - Trois médecins ont été interpellés à Metz pour leur rôle présumé dans un trafic à grande échelle du traitement de substitution aux opiacés (TSO) Subutex\* (buprénorphine, Reckitt Benckiser) et du sulfate de morphine Skenan\* (Upso/Bristol-Myers Squibb), a indiqué jeudi le procureur de Metz.

Vous avez été nombreux à réagir à l'information qui a été diffusée sur tout le territoire à la mi-mars, notamment sur la page Facebook de la revue. Il est plutôt rare que des médecins soient aussi directement 'inquiétés' dans des affaires de prescription de médicaments et de façon aussi visible. En l'occurrence, c'est la Caisse Primaire d'Assurance Maladie qui a porté plainte contre ces médecins après avoir tenté, semble-t-il, de les raisonner par des convocations, pour eux-mêmes ou leurs 'patients'. Selon la dépêche de l'APM du 18 mars, entre les médicaments prescrits et les consultations, **le préjudice s'élèverait à près de 2 millions d'euros.**

Dès la fin mars, le quotidien lorrain évoquait la pression que subissent d'autres médecins depuis la suspension d'exercice de leurs 3 confrères qui probablement concentraient malgré eux les demandes de prescription de Subutex® et de Skenan® hors cadre de soins.

# Le Républicain Lorrain

31 mars 2013

## Trafic de Subutex : autres médecins, mêmes menaces

*Le trafic de Subutex ne s'est pas arrêté avec l'interdiction d'exercer imposée, il y a quelques jours, à trois médecins messins trop conciliants. Les dealers menacent désormais d'autres généralistes pour obtenir des ordonnances.*

Les trois hommes, âgés de 51, 54 et 67 ans, ont donné diverses justifications. "*L'un dit qu'il a été dépassé, le deuxième invoque sa faiblesse et le troisième dit qu'il n'a pas été entendu par les pouvoirs publics après avoir déposé plainte pour des menaces. Nous n'en avons pas trouvé trace*", a précisé le procureur (*dépêche APM*). Les médecins encourent jusqu'à 10 ans de prison pour l'aide à l'usage de stupéfiants, jusqu'à cinq ans pour l'escroquerie à la sécurité sociale

Au-delà du versant strictement judiciaire de cette affaire, il faut rappeler que le département de **la Moselle se situe en tête du hit-parade des départements** que nos amis de la rédaction (*Maroussia Wilquin et Stéphane Robinet dans le Flyer 46*) avait établi, sur la base du nombre de patients sous MSO rapporté à la population globale : **50 pour 10 000 habitants soit 2 fois plus que Paris et ses banlieues ou Marseille.**

Autant dire que les médecins qui entrouvrent leurs portes sont vite confrontés à une très forte demande et ceux qui se laissent aller à une forme de 'légèreté' dans leurs prescriptions voient leurs noms se transmettre très vite à des individus, rarement usagers en demande de soins ou tout simplement d'aide. Leur métier consiste à se procurer de très grosses quantités de médicaments destinés à alimenter le marché noir.

Cette affaire et probablement son retentissement médiatique ont provoqué l'ire du médecin coordinateur du **Réseau Ville Hôpital Addictologie** de Metz-Thionville, le Dr Pierre TRUFFY, dont les **financements n'ont cessé de régresser depuis plus de 10 ans**. Il attribue, en partie, les raisons de cette affaire à l'abandon programmé du soutien de la médecine de ville et de l'isolement de ses confrères qui en résulte.

Le même quotidien lorrain a fait part de sa réaction que nous publions intégralement ici.

# Le Républicain Lorrain

31 mars 2013

FAITS DIVERS

## Coupe de réseau pour la lutte contre la drogue

*Le Dr Pierre Truffy, responsable du réseau Ville hôpital toxicomanie, regrette que depuis trois ans, le manque de moyens ait laissé les professionnels seuls sur le terrain. Certains abus pourraient s'expliquer ainsi.*

**Réaction du Dr Pierre TRUFFY, chargé du dossier « addictologie » à l'URPS Médecins Libéraux de Lorraine**

L'affaire fâcheuse de la mise en examen, sur Metz, de trois médecins généralistes pour trafic de stupéfiant est peut être une conséquence de la politique menée par les tutelles. Elles ont laissé les médecins généralistes et les pharmaciens d'officine se débrouiller seuls dans les soins aux usagers de drogue ...

## 1996 : une mise à disposition improvisée de SUBUTEX® en médecine de ville

En février 1996, à l'occasion de la mise à disposition de Subutex® en médecine de ville, l'état confie une grande partie des soins aux toxicomanes aux médecins généralistes et aux pharmaciens d'officine. Il transfère, de cette façon, à la sécurité sociale, une grande partie des coûts de soins aux usagers de drogues. L'état le fait sans concertation et sans préparation. Il délègue, de fait, la formation des professionnels de ville au laboratoire qui commercialise Subutex® (*NDLR : Schering-Plough en 1996*).

Naïvement, se croyant chargé par l'état d'une mission de santé publique, une grande partie des médecins généralistes et presque la totalité des pharmaciens (*NDLR : en Moselle en tous cas*) se sont investis dans ces soins. **Rapidement, la file active de la médecine de ville devient importante : probablement plus que celle des structures spécialisées.** Les médecins généralistes assurent le plus souvent seuls, le suivi des patients. Les pharmaciens d'officine délivrent la plus grande partie des traitements de substitution.

Dès 1996, l'état passe tout de même commande, auprès des structures spécialisées et des professionnels de ville, de réseaux 'Toxicomanie'. Au début les tutelles accompagnent et financent cette mise en route. Les réseaux 'Toxicomanie' ont du mal à trouver leur place. Tout était à inventer. Progressivement les modalités de leurs interventions, après différentes expérimentations, se formalisent. Logiquement, les réseaux développent une pratique de soutien de proximité aux médecins généralistes et aux pharmaciens.

### Les tutelles ont été incapables d'accompagner durablement la mission qu'elles avaient confiée en 1995 aux professionnels de ville

Dès les années 2000, alors que médecins et pharmaciens sont toujours en 1<sup>ère</sup> ligne, alors que les réseaux 'Toxicomanie' ont trouvé les modalités de leurs interventions, les tutelles se désengagent insidieusement. Progressivement, elles remplacent les financements pérennes par des financements au coup par coup, en multipliant les guichets (*FAQSV, DRDR, FICQS*) et en changeant régulièrement les règles du jeu.

Finalement de nombreux réseaux 'Toxicomanie' se trouvent sans financement. **Cela a été le cas des réseaux de Meurthe-et-Moselle (54) et de Moselle (57).** Les réseaux se trouvent alors dans l'obligation de stopper l'accompagnement des professionnels de ville, laissant les médecins généralistes et les pharmaciens se débrouiller seuls avec les usagers.

### 2013 la démobilisation des professionnels de ville

Seize ans après l'introduction de Subutex® en médecine de ville, sa prescription et sa délivrance sont loin d'être des activités faciles et routinières.

L'affaire, fâcheuse, de la mise en examen, sur Metz, de trois médecins généralistes pour trafic de stupéfiants, en est un exemple. Les professionnels libéraux se sentent très isolés. Ils se posent des questions sur le sens de leur travail. Et, en réaction, la tendance est plutôt à la démobilisation sous la forme de refus de prescription ou de délivrance des traitements de substitution aux opiacés. En matière de réduction des risques les pharmaciens sont aussi démobilisés : ils délivrent de moins en moins de Stéribox® ou de seringues.

## Ne pas répéter le scénario de 1996 avec la méthadone

L'étude «Méthaville» (1) a montré que les patients, dont le traitement par la méthadone est débuté par des médecins généralistes formés, vont aussi bien que les patients initiés en structure spécialisée. Pour autant, il ne faudrait pas répéter le scénario de 1996 de la mise à disposition du SUBUTEX en médecine de ville. Refusons que la méthadone soit mise à disposition de la médecine de ville tant qu'un accompagnement durable des professionnels de ville ne soit mis en place !

**Enfin, espérons que les tutelles actuelles (Agence Régionale de Santé de Lorraine) comprendront la nécessité de la reprise de ce travail d'accompagnement des professionnels de ville.**

(1) *Methadone induction in primary care (ANRS-Méthaville): A phase III randomized intervention trial. Roux et al. BML Public Health 12, 1(2012) 488.*

### Annonce Congrès

**THS**  
LES RENCONTRES DE BIARRITZ

**8-11 octobre 2013**  
Centre de Congrès Le Bellevue  
Biarriz - France

**Les Rencontres de Biarriz**

Addictions  
Toxicomanie Hépatites  
SIDA

**THS 11**

Séances plénières  
Débats de société  
Ateliers de travail

[www.ths-biarriz.com](http://www.ths-biarriz.com)

Inscription possible via la formation continue  
n° formateur : 726402855 64

Plus d'informations et documents téléchargeables  
sur le site internet [www.ths-biarriz.com](http://www.ths-biarriz.com)

Tarifs préférentiels : Pass complet 500 € /  
Pass complet étudiants 200 € / Pass journée 300 €

Agence de Santé Publique  
BIZIA  
ANRS  
ARS Lorraine  
ARS Alsace  
ARS Bourgogne  
ARS Bretagne  
ARS Centre-Val de Loire  
ARS Île-de-France  
ARS Occitanie  
ARS PACA  
ARS Pays de la Loire  
ARS Rhône-Alpes  
ARS Auvergne-Rhône-Alpes  
ARS Nouvelle-Aquitaine  
ARS Grand Est  
ARS Hauts-de-France  
ARS Normandie  
ARS Occitanie  
ARS PACA  
ARS Pays de la Loire  
ARS Rhône-Alpes  
ARS Auvergne-Rhône-Alpes  
ARS Nouvelle-Aquitaine  
ARS Grand Est  
ARS Hauts-de-France  
ARS Normandie